

22 au 25 Juin 1848.

Prix : 5 centimes.

1^{re} année. N° 6.

Organisation
du Travail
par l'Association.

JOURNAL DES TRAVAILLEURS.

Plus
d'exploitation
de l'homme par l'homme

Bureaux provisoires :
rue Constantine, 11.
Les Manuscrits ne sont point rendus
et doivent être signés.
Par mois : 50 c.

FONDÉ PAR LES OUVRIERS DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

Conditions de l'abonnement :
Paris : 6 fr. — Départements : 7 fr.
Les Corporations d'ouvriers sont in-
vitées à communiquer des
renseignements.

SOMMAIRE.—Projet d'association des Corporations réunies. — Association des *Ouvriers-Mécaniciens*. — Lettre sur les Ateliers nationaux (suite). Nouvelles des Corporations. — Réunion des délégués. — *Délibération des Compositeurs-Typographes*. — *Cuisiniers*. — *Instruments de précision*. — *Maçons*. — *Porcelainiers*. — *Ébénistes en meubles, en pendules et en nécessaires*. — *Chaussonniers*. — *Marbriers*. — Pétition à l'Assemblée nationale au sujet des Bureaux de placement. — *Le Tocsin des Travailleurs*. — Bulletin de l'extérieur.

PARIS, 22 JUIN.

PROJET D'ASSOCIATION DES CORPORATIONS RÉUNIES.

(Ce projet sera discuté en assemblée générale des délégués, ainsi que dans les comités d'arrondissement et les sections).

Bases et constitution de la Société.

1. Il est formé entre tous les travailleurs qui adhèrent aux présents statuts, une association sous le titre d'Association des Corporations réunies.
2. La société a pour but de produire et de consommer par la mutualité, de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, en ne laissant escompter le salaire d'aucun de ses membres.
3. Pour atteindre ce but, la société fera fonctionner d'abord l'une des industries dont les produits sont de première nécessité et d'une consommation générale. Elle mettra successivement en activité, selon les ressources et les débouchés qu'elle aura, les industries diverses, reliées dès lors entre elles par la solidarité.
4. La société est universelle et le nombre de ses membres est illimité.
5. Pour être admis dans l'association, il suffit d'adhérer aux présents statuts et de verser une cotisation dont le minimum est fixé à 50 centimes par mois.
6. Cette cotisation ne sera acceptée par la société qu'à titre d'avance. Le remboursement en sera fait en marchandises.
7. En conséquence il sera délivré, au moment du versement, à chaque sociétaire, un reçu détaché d'un livre à souche, signé et timbré.
8. Le remboursement en produits s'effectuera sur présentation de ces reçus, selon le mode et à l'époque déterminés par le comité central.
9. Le succès de la société reposant tout entier dans la mutualité des échanges, les associés s'engagent, par le seul fait de leur adhésion, à faire leurs achats dans les magasins de l'association.
10. Les travaux seront exécutés par les sociétaires; en conséquence, lorsqu'une industrie sera mise en activité, les sociétaires appartenant à cette industrie seront appelés par droit d'ancienneté à faire partie de l'atelier social.
11. La société commencera ses opérations aussitôt qu'elle comptera 50,000 associés.

De l'administration en général.

12. Toutes les fonctions sont conférées simultanément par élection et au concours.
13. La société n'admet point de fonctions gratuites; les appointements des gérants et administrateurs seront fixés provisoirement à :
14. La société apporte la plus stricte économie dans les frais de production; aussi elle ne connaît point de sinécures. Afin donc d'éviter les complications administratives de surveillance, chaque ouvrier et employé est responsable de ses œuvres, et le travail s'exécute aux pièces dans toutes les professions où ce mode sera praticable.

Administration des ateliers.

15. Chaque corps d'état organisé, nommera, pour la direction de l'atelier social, ses administrateurs, acheteurs, gérants, conseils de surveillance, etc.
16. Les teneurs de livres et caissiers seront présentés par les corporations et admis définitivement, après

examen et constatation de leurs capacités, par le comité central.

17. Les écritures seront tenues en partie double.
18. Une balance des comptes sera établie tous les trois mois dans chaque établissement social, le résultat en sera transmis à l'administration centrale.

19. Il est nommé dans chaque spécialité professionnelle un conseil de surveillance dont les attributions sont de :

- 1° Contrôler les comptes trimestriels de la société; dresser procès-verbal de cette vérification pour le résultat en être envoyé à l'administration centrale;
- 2° Prendre connaissance des réclamations qui pourraient s'élever contre les administrateurs, gérants comptables et sous-employés;
- 3° Juger les contestations qui pourraient s'élever entre un ou plusieurs ouvriers et l'administration;
- 4° Convoquer ordinairement et extraordinairement tous les associés de la profession.
- 5° Décider les cas non prévus par les règlements.

De l'administration centrale.

20. Toutes les branches de la production sont solidaires; nulle ne peut être en souffrance sans que toutes s'en ressentent. Toutes les industries doivent donc adhérer à un contrat d'assurance mutuelle contre tous événements de force majeure, pertes, non-valeurs, incendies, avaries de toutes sortes.
21. A cet effet, il est établi un conseil d'administration centrale, composé de quinze membres nommés par les délégués des corporations.
22. Le conseil d'administration centrale nommera un directeur qui demeurera au siège de la société centrale.
23. Les attributions du conseil d'administration centrale seront :
Immédiatement :
1° De donner de la publicité à la société, et de faire connaître les ateliers organisés, afin de leur procurer une clientèle suffisante.
2° D'aviser à la création de nouveaux établissements, selon l'importance des débouchés.
3° De répartir les fonds nécessaires aux frais de premier établissement des industries désignées pour être mises en activité.
4° De tenir la comptabilité générale d'après les comptes trimestriels fournis par les ateliers particuliers, et d'en publier le résultat.
5° De faire la répartition des bénéfices, comme il sera dit art. 26.

Salaires et bénéfices.

24. Les salaires resteront provisoirement fixés au même taux que ceux payés par les patrons. Mais lorsque les industries se seront toutes ou à peu près rangées dans l'association, il sera procédé à une révision complète des prix de main-d'œuvre, en prenant pour base le temps nécessaire à la confection d'un produit et l'équivalence des fonctions. Alors toute économie introduite dans les frais de production devra profiter à la masse des consommateurs et se traduire en une réduction de prix des objets confectionnés.
25. Le prix de vente des produits sera fixé sur les bases suivantes : 1° frais généraux d'exploitation, tels que loyer, administration, achat de matières premières, entretien du matériel, salaires; 2° d'un bénéfice dont la quotité sera déterminée d'après celle perçue par les industriels, en ayant soin toutefois que le chiffre pour les produits de la société soit inférieur à celui touché par les exploitants, afin que le consommateur puisse dès le principe jouir du bénéfice de l'association.
26. La répartition des bénéfices se fera de la manière suivante : un cinquième aux travailleurs employés dans l'association, un autre cinquième sera employé à rembourser les avances.

Sur les trois cinquièmes restant seront prélevés :

les appointements du directeur général, l'indemnité des membres du comité central.

Le paiement des avaries et sinistres dont il est parlé à l'article Assurance.

Le surplus sera employé à l'extension de l'association.

ASSOCIATION DES OUVRIERS MÉCANICIENS.

DEMANDE DANS UN BUT D'HUMANITÉ.

Réponse aux Objections.

Les ouvriers Mécaniciens du département de la Seine ont demandé, le lendemain de la Révolution, à faire neuf heures de travail, uniquement dans un but d'humanité et de fraternité.

Frappés de la misère de beaucoup d'entre nous, misère produite par le manque de travail, depuis le commencement jusqu'à la fin de l'année, nous avons voulu employer un grand nombre de nos frères qui ne demandaient pas mieux que de travailler. Le seul moyen pour cela, puisque nous n'avions pas de travaux, c'était de diminuer le nombre d'heures de travail, car, pour que les travaux fussent livrés en temps utile, il fallait de toute nécessité, la durée du travail diminuant, augmenter le nombre des bras produisant.

Voilà, nous le disons hautement, quel a été notre but quand nous avons demandé à ne travailler que neuf heures par jour.

Peut-être serons-nous difficilement compris par ceux qui n'ont jamais subi les tortures qu'éprouve un homme de cœur, à la seule pensée que demain il n'aura pas un morceau de pain à donner à sa femme et à ses enfants. Nous l'avons dit avant la Révolution, et nous le disons encore après : toute société qui ne sait pas employer les bras inoccupés ne sait pas s'enrichir. Non, ce n'est pas la paresse qui nous a portés à demander une diminution des heures de travail, c'est le désir tout fraternel d'étendre à un plus grand nombre de nos camarades le moyen de vivre.

Ce que nous avons fait d'ailleurs, nous l'avons fait d'accord avec les patrons, qui ont signé notre demande.

Il y a plus : sur les barricades nous avons conquis un droit, celui de citoyen. De là, la nécessité d'avoir du temps à consacrer à la culture de notre esprit.

Tout citoyen se doit à la patrie; il faut donc que nous sachions quels sont nos devoirs envers elle, et ce n'est pas en restant toujours renfermés dans nos ateliers que nous l'apprendrons : l'esclave ne travaille que du corps, le citoyen doit travailler de cœur et d'intelligence.

La réduction de la journée de travail à neuf heures a, en outre, l'avantage de constituer une économie pour nous et pour le patron : 1° Économie pour nous, en ce qu'au lieu de faire, pendant la durée du travail, deux mauvais repas, nous en faisons un bon qui nous revient moins cher; économie pour le patron, en ce que les machines et les forges, mues par la chaleur, ne se refroidissent qu'une fois, ce qui donne une économie sur le combustible destiné à les chauffer; 2° En ce que la perte de temps qui résulte des sorties et des rentrées est deux fois moindre.

Nous dira-t-on qu'en travaillant dix heures, nous aurons encore assez de temps pour nous instruire? Il ne faut pas oublier que les grands ateliers de mécanique sont pour la plupart situés aux extrémités de Paris, quand ils ne le sont pas au dehors; de sorte que, bien souvent, il nous faut faire une heure de marche avant de rentrer dans nos ateliers, et une heure le soir pour nous en retourner, ce qui fait deux heures à ajouter au travail de l'atelier, plus une heure pour chaque repas; voilà donc déjà quatorze heures de la journée; pour peu que l'on prenne (et ce n'est

pas être trop exigeant) une heure pour faire son repas du soir en famille, cela fait quinze heures; croyez-vous qu'il nous reste beaucoup de temps à donner à notre instruction?

Nous demander-t-on pourquoi nous ne demeurons pas dans le voisinage de nos ateliers? Nous le pourrions, sans doute, si dans ces ateliers nous étions certains d'avoir continuellement de l'ouvrage. Mais nous nous mettons à notre tâche le matin, et souvent, le soir, nous ne savons pas où nous travaillerons le lendemain. Avec un pareil système, il faudrait avoir des maisons roulantes; et lorsqu'on a une femme ou des enfants qui travaillent dans un atelier ou qui ont un petit commerce, le moyen de les quitter pour se rapprocher du lieu où l'on travaille!

On nous oppose encore que la réduction des heures de travail mettrait les patrons dans l'impossibilité de soutenir la concurrence étrangère. Mais la preuve que cette objection est loin d'être décisive, c'est qu'il existe des associations d'ouvriers qui, même en ne travaillant que neuf heures par jour, sont parvenues à réaliser de notables bénéfices. Nous allons en donner un exemple.

Il s'est trouvé un administrateur assez habile, assez éclairé, pour permettre à ses ouvriers de s'associer entre eux. Voici d'après quelles bases. Les ouvriers mécaniciens des ateliers Charles Derosne et Cail forment entre eux une association basée sur ce principe, adopté dès à présent:

S'il arrivait que la masse des travaux à exécuter ne fût pas en rapport avec le nombre des travailleurs, elle sera répartie de manière à ce qu'aucun d'eux ne soit privé de travail, c'est-à-dire de pain.

La somme des salaires actuellement payés ne sera pas changée; seulement, l'entrepreneur s'engage à y ajouter un onzième des prix des façons, calculé sur la moyenne des prix de chaque pièce, depuis le commencement de la commande jusqu'à ce jour, à condition toutefois que cela sera possible; ce qui sera examiné par une commission déléguée à cet effet, nommée par les patrons et les ouvriers, à laquelle il sera adjoint un commissaire et un ingénieur nommés par les ouvriers.

Signé Ch. DEROSNE et CAIL, constructeurs-mécaniciens;

et DREVET, LAVOYE, COLIN, délégués des ouvriers.

Approuvé par LOUIS BLANC et DURANT-ST-AMANT, maire du 4^e arrondissement.

Paris, 25 mars 1848.

Sur cette base, malgré la mauvaise volonté d'un certain nombre de nos camarades, qui croyaient que l'association était impossible, et le lendemain d'une révolution où rien n'est fixé, où l'on ne travaille pour ainsi dire que par secousses; quand le manque de travaux est venu rendre trop grand le nombre de bras employés, ce qui, dans plusieurs comités, a fait éprouver une perte de 5,385 fr., personne n'ayant été renvoyé après un effectif de trente-cinq jours de travail à neuf heures par jour, nous avons obtenu un bénéfice de 9,461 fr. 95 c., et nous avons pu, dès le 25 mai, augmenter (terme moyen) la journée de chaque ouvrier de 50 c., qu'il a immédiatement touchés; et il reste en caisse 1,200 fr. Aujourd'hui que notre apprentissage est fait, et que les incrédules sont convaincus que l'association, même sur une mauvaise base, ne conduit pas à la misère; qu'au contraire, c'est un stimulant des plus puissants pour augmenter la fortune publique, si on veut nous maintenir des travaux, nous prenons l'engagement de faire concurrence aux ateliers les plus renommés de l'Angleterre, même en ne faisant que neuf heures par jour, comme nous l'avons fait jusqu'à présent. Voilà des faits que tout Paris peut voir, et c'est la réponse la plus éloquente à ceux qui disent que l'association est la ruine de la France.

DREVET; COIFFIER, président de l'Association.

ATELIERS NATIONAUX.

Paris, le 24 juin 1848.

III.

CITOYEN RÉDACTEUR,

Il y a aujourd'hui dix-huit ans que les enfants de la France ont foulé le sol de l'Afrique; vingt jours plus tard nous adjurons le bagage de Robert Hussein-Dey-Macaire, pour grossir la tire-lire du pirate des caisses d'épargne et de tous les Bertrands français. Je viens de le dire, ce n'est pas par médisance, mais beaucoup de gens ont mis les dents autour de ce gâteau de 43 ou de 53 millions de francs, et il ne serait pas trop tôt que la confusion monarchique restituât à la République le capital, sans intérêts, de ces lésineries exploitées à dos de mulet.

Louis-Philippe n'a pas tout pris. Dans toutes bandes, le chef

se donne le droit à plusieurs parts; mais le reste tombe entre les mains des autres coupe-jarrets: à l'heure où j'écris cette lettre, il en est bien certainement plus d'un qui tonne contre ces paresseux qui ont englouti 7 ou 8 millions de francs depuis trois mois passés! C'est à n'y pas tenir, quand on songe qu'avec ce tas d'argent on pouvait payer un trimestre à deux majestés constitutionnelles!... Alors au lieu de voir passer les brillants équipages de la cour, le beau monde de Paris est durement condamné à rencontrer des gens de mauvaise mine, qui n'ont pas même le crédit de payer un perqu岸ier-barbier à 2 sous par tête: vous ne savez pas, ou vous êtes censé ne pas savoir, vous, citoyen rédacteur-homme du peuple, combien cela est repoussant pour ces nobles et grandes familles du Balcon?... Au reste, placez-vous avec 100 ou 300 mille livres de rentes sur un pliant à franges d'or, et daignez du haut de votre salon d'hiver, contempler cette tourbe du peuple avec des souliers éculés et sans semelles, les jambes nues, le bas du pantalon rongé, la blouse déchirée et grasse, car elle sert de linge de nuit par un bienfait du Mont-de-Piété; enfin, la casquette sans visière vous représentera un gueux qui ne sera plus votre frère... Car, la main sur votre conscience d'homme riche, vous serez obligé de reconnaître deux natures dans l'espèce humaine!...

Bon Dieu, citoyen rédacteur, je serais tenté de penser comme vous, n'était la promesse du Christ pour les hommes en communion.

Je vais vous proposer quelque chose qui mettra des probités à l'épreuve: L'ex-roi Louis-Philippe possède environ 250 millions de francs de fortune immobilière, qu'on appelle le domaine privé; il en doit, dit-on, 40 ou 50 qu'il faudra et qu'on pourra toujours payer. Le surplus ne pourrait-il pas être affecté à la grande association républicaine? Ces biens sont le prix de la banqueroute de feu ÉGALITÉ pour une partie; d'un autre côté, les d'Orléans ont eu une immense part dans le milliard des émigrés, demandez plutôt au citoyen Duvergier de Hauranne; puis enfin l'espièglerie toute royale de Chantilly!... Ferez-vous l'injure aux princes-soldats de vouloir hériter d'une succession qui représente tous les crimes qui mènent au bague ou au gibet? Le chef-d'hôtel de Claremont, le gentleman de Nemours, pourra seul revendiquer le prix de la propriété mal acquise; mais la loi lui apprendra, s'il l'ignore, que la restitution est le premier acquittement à faire envers la société par l'auteur ou le recéleur du vol. Ce prince, de prédilection populaire, aura droit alors de travailler comme tout le monde; s'il devient riche dans l'exploitation, nous le féliciterons sur ses théories du libre échange, et même nous lui éviterons l'écueil de la concurrence... comme le lui promettait l'insulaire Cobden au banquet de la Bourse, où les plus grands propriétaires de France étaient conviés, il n'y a pas si longtemps... Où sont-ils ces bienfaiteurs de l'humanité princière? Le temps est venu pour faire du patriotisme.

Vous voyez, citoyen rédacteur, que les feignants à 23 sous par jour n'ont pas tort de soupçonner la richesse en général d'être la copie de la royauté, puisque comme elle, ils méprisent le pauvre monde et ne connaissent d'autre manière de se donner raison qu'avec la baïonnette au bout du fusil, — ou le travail à 16 et 18 heures par jour dans les mines d'or de ces pérueux fermiers. — Ils doutent tellement de la légitimité de leur cause, que bientôt les ateliers nationaux seront pourvus de postes comme l'Assemblée nationale qui est gardée et à garder avec... des suisses.

Les 900, les ministres avec leurs sous-secrétaires d'Etat, les membres du Directoire et les gardiens-huissiers, coûtent à la France 88,000 fr. par jour, ce qui représente exactement ce que consomment, à quelques centimes près, les travailleurs: les premiers produisent-ils plus que les derniers? Les ouvriers des ateliers nationaux ne prétendent pas à une somme de travail; mais les autres vous prouveront qu'ils sont utiles à la République et que l'argent qu'ils reçoivent est gouvernementalement gagné... Ce qui vous dit assez que la nation n'a rien à craindre ni à se plaindre!

M. Gisquet, ancien préfet de police sous la monarchie doit prendre, le cas échéant, le portefeuille du ministère de l'organisation du travail, car le ministère à cette condition, est reconnu indispensable et d'urgence pour peupler les prisons de la République.

Salut et fraternité!

PHALÈNE.

NOUVELLES DES CORPORATIONS.

AVIS.

Les DÉLÉGUÉS DES OUVRIERS ayant siégé au Luxembourg se réuniront vendredi prochain, 25, à 8 heures du soir, impasse de la Grosse-Tête, 8, près le passage du Caire.

— Les Compositeurs-Typographes de Paris, ont pris dimanche dernier, à l'unanimité, la résolution de suspendre tout travail sur les journaux, si le timbre ou le cautionnement était rétabli.

— Les Ouvriers-Cuisiniers auront une assemblée générale, samedi prochain, 24, à 8 heures du soir, rue de Grenelle Saint-Honoré, salle de la Redoute.

— La société des Ouvriers en Instruments de précision se réunira vendredi, 22 juin.

— La corporation des Maçons se réunira jeudi, 22 juin, salle Saint-Jean, à l'Hôtel-de-Ville. Le bureau fera des communications importantes.

— Les Ouvriers en porcelaine sont invités à se réunir, dimanche, 25 juin, à 10 heures du matin, chez M. Boudeville, traiteur, barrière des Trois-Couronnes (extra-muros), pour l'examen d'un projet d'association relative à l'industrie porcelainière.

— Il y aura dimanche prochain, 25 juin, réunion générale et extraordinaire, des Ouvriers ébénistes, de la ville et des faubourgs (meubles, pendules et nécessaires). Tous les ouvriers faisant partie de cette industrie sont, dans l'intérêt de tous, instamment priés de s'y présenter.

La réunion aura lieu à 9 heures précises du matin, rue Charonne, 39, faubourg Saint-Antoine, salle FASSIATY.

— Les Chaussonniers se réuniront dimanche, 25 juin, à une heure. Le but de cette assemblée est de se constituer en Association. Tous les Travailleurs-Chaussonniers sont instamment priés de s'y trouver. Leurs intérêts les plus sacrés y seront discutés.

— Les Ouvriers Marbriers sont invités à se réunir dimanche prochain, 25 juin, à 9 heures précises du matin, impasse de la Grosse-Tête, 8, près le passage du Caire, par la rue Sainte-Foy.

AUX CITOYENS MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Citoyens,

Plusieurs arrêtés du citoyen préfet de police Caussidière, en date des mois de mars et d'avril, ayant, sur la demande des six corporations ci-dessous désignées:

Les cuisiniers, — les ouvriers boulangers, — les garçons de restaurants et limonadiers, — les coiffeurs, — les garçons marchands de vins, — les cordonniers-bottiers, — supprimé tous les bureaux de placement desdites corporations.

Ces bureaux de placement ont, en effet, cessé pendant quelque temps leur exploitation honteuse; mais cette suspension n'a été que momentanée, et maintenant ils fonctionnent comme si ces arrêtés n'existaient pas.

Il y a dans ce fait, non seulement un déni de justice, mais encore un grave inconvénient, consistant en ce que toutes les ordonnances ou les décrets n'auraient plus force de loi.

Les soussignés ont, par l'intermédiaire de leurs délégués, fait toutes les démarches nécessaires pour que l'on tînt compte de leurs réclamations; mais ils n'ont pu, jusqu'à présent, obtenir aucune réponse définitive.

Ils viennent donc aujourd'hui vous prier de prendre en considération la pétition qu'ils vous adressent.

Il y aurait danger pour l'autorité de laisser subsister ce qu'elle-même a détruit.

Nous pensons donc que nous obtiendrons de vous une solution conforme aux desirs des travailleurs intéressés à la suppression d'un pareil abus.

Salut et Fraternité.

Paris, le 12 juin 1848.

On signe cette pétition dans nos bureaux et dans ceux des corporations indiquées ci-dessus.

La concurrence en fait d'idées utiles aux Travailleurs est à notre avis une excellente chose. Aussi, loin de voir avec déplaisir se créer des organes vraiment démocratiques, en sommes-nous très contents.

Parmi les innombrables journaux qui naissent et meurent chaque jour, il en est un que nous ne saurions trop recommander: l'excellent esprit de sa rédaction, son caractère socialiste nous permettent de nommer sans crainte LE TOCSIN DES TRAVAILLEURS.

BULLETIN DE L'EXTÉRIEUR.

Les nouvelles du dehors sont graves: les colonnes russes se sont ébranlées et, à l'heure qu'il est, leurs étendards flottent, sinistres et menaçants, sur les frontières de la Prusse et de la Hongrie, tandis qu'en ces contrées éclate une nouvelle lutte entre les défenseurs de la société qui s'en va et de la société qui vient. A Prague, les soldats allemands et les Tchèques (Slaves et Bohème) en sont aux mains. Bade et le Palatinat crient: Vive la République!... Mais la France se tait, et l'on entend le bruit de la marche du Cosaque!

En Italie, Vicence vient de succomber; Radetzki marche sur Padoue, puis sur Venise... Que fait donc Charles-Albert? — Il a sa part; il faut bien que l'Autriche ait la sienne!... — Mais, c'est une trahison infâme! — non, c'est de la politique royale... Nous n'osons parler de la politique républicaine! O France, France!!!

Bourbons et Orléans ont signé une entente cordiale. Le duc de Bordeaux a prouvé qu'il est le fils de sa mère: sa femme est enceinte. L'innocente Isabelle est également dans une position intéressante: cela regarde son mari! — Misères royales!...

PERNOT, ouvrier ébéniste, gérant.

Paris. — Imprimerie de LACROIX, rue St-Jacques-St-Michel, 33.